



Compte rendu d'ouvrage :

Linda Cardinal et Caroline Andrew (sous la dir.), *La démocratie locale à l'épreuve de la gouvernance*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, Collection Gouvernance, 2001, 237 p.

Bernard JOUVE

Professeur au département de géographie, Université du Québec à Montréal
Titulaire de la Chaire de recherche du Canada en études des dynamiques territoriales

Fruit d'un colloque organisé par le centre d'études en gouvernance de l'Université d'Ottawa en 1998, cet ouvrage est organisé autour de la contribution centrale de Gilles Paquet (directeur du centre d'études en gouvernance) que les auteurs ont été invités à commenter ; Gilles Paquet se réservant un droit de réponse dans le chapitre conclusif.

Le principal intérêt du livre est de mettre en débat une approche de la gouvernance que l'on pourrait qualifier de socio-cybernétique, que l'on trouve en Europe incarnée par des auteurs comme J. Kooiman¹. Cette approche, désormais classique, considère que l'État comme les grandes firmes industrielles sont inadaptées par rapport à la nouvelle donne économique, politique, culturelle (à ce titre, on regrettera que cette nouvelle donne ne soit pas suffisamment détaillée dans le chapitre de Gilles Paquet mais il est vrai que Pierre Hamel et Jacques Palard s'attèlent à cette tâche dans leur chapitre respectif). Sommées de se transformer par les pressions de leur « environnement » et les dysfonctionnements internes, ces grandes organisations doivent mettre en place des modes d'organisation interne et des modes de coordination alternatifs au marché et à l'Etat. On ne développera pas ici les risques évidents qu'il y a à confondre organisations publiques et firmes privées. Le procès de cette confusion a déjà été réalisé depuis longtemps² et l'un des contributeurs, Farhad Khosrokhavar, y revient dans son texte. Pour Gilles Paquet, le salut ne peut venir que d'un mode de gouvernance de type « clanique » qui garantit à la fois l'efficacité économique et le respect de la démocratie. Pour l'auteur, en effet, « l'une des caractéristiques du clan est de mettre l'accent sur l'adhésion volontaire aux normes. [...] Le clan est une constellation non hiérarchique d'unités cimentées par une vision commune qui travaille à un projet, à une structure hologrammatique (c'est-à-dire que chaque membre a une perception du projet dans son entier et de son rôle dans ce dernier) et est capable d'apprendre par le dialogue, l'établissement de réseaux, la rétro-action et l'auto-organisation » (pp. 25-26). Selon Gilles Paquet, la principale vertu du clan est de rendre possible l'apprentissage collectif, enjeu majeur de la gouvernance en cours de construction. On l'aura compris la perspective dressée par l'auteur dont le texte est la pièce centrale du livre n'est pas proprement analytique mais bien programmatique, voire idéologique (ce qui vaut d'ailleurs une remarquable citation de Friedrich von Hayek placée par Gilles Paquet en exergue de sa conclusion : « Laisser la loi aux mains de

¹ Kooiman, J., (dir). 1993. *Modern Governance*, Sage, London.

² Gibert, P., 1986. «Management public, management de la puissance publique», *Politiques et management public*, 4, 2, 89-123.



gouvernants élus, c'est confier le pot de crème à la garde du chat»). Or, comme le note très justement Jocelyn Létourneau, «la gouvernance fondée sur l'apprentissage collectif est un défi beaucoup plus qu'une réalité sur le point d'émerger» (p. 54). De plus, considérer que l'adhésion à un clan procède de l'acceptation volontaire des normes qui régissent les échanges entre les membres d'une telle structure sociale à de quoi surprendre. On ne peut qu'être étonné par l'absence de référence aux mécanismes de domination qui participent directement de l'intériorisation des normes du groupe, à l'habitus cher à Pierre Bourdieu.

Pour autant, cet ouvrage présente un réel intérêt : celui de permettre une dispute scientifique autour de cette approche apolitique et asociologique de la gouvernance ; approche très répandue dans les sphères médiatiques, politiques et dans certains segments du champ académique. En soi, concevoir l'organisation comme un réseau neuronal composé de «clans» en situation d'apprentissage ne constitue pas une perspective innovante³. Par contre, en donnant la possibilité à des sociologues comme Pierre Hamel, Claudette Lafaye, des politologues comme Jacques Palard, Jean Laponce, Luc Juillet de réintroduire, en des termes très bien pesés, le politique et le social dans le schéma explicatif proposé, cet ouvrage collectif autorise à relativiser la portée de cette approche socio-cybernétique de la gouvernance. Tous les contributeurs ont soin tout d'abord de replacer la notion de gouvernance en regard des grandes évolutions économiques (globalisation), politiques (recomposition des États, reterritorialisation du politique), sociologiques (émergence d'une nouvelle culture urbaine notamment). Les doutes quant au caractère heuristique de l'approche proposée par Gilles Paquet ne manquent pas et portent essentiellement sur l'obligation de concevoir la gouvernance comme un ensemble d'activités s'insérant dans des univers sociaux politisés, c'est-à-dire dans lesquels il existe une asymétrie des ressources politiques, des formes de légitimité concurrentes, des cultures encadrant la participation des citoyens (thème central du livre)... La plupart des auteurs s'accorde sur le fait que la gouvernance est actuellement un champ de réflexions non stabilisées dont le principal intérêt est de porter le regard sur les formes de coordination moins typées que l'État ou le marché (Luc Juillet a d'ailleurs parfaitement raison de souligner que cette opposition est sans doute surinterprétée). A cette série de réserves, Gilles Paquet énonce dans sa conclusion qu'il faut désormais penser les mécanismes d'agrégation dans les sociétés modernes, le Politique, en dehors de l'État et du monopole de la violence légitime : «l'approche que j'ai proposée n'exclut en rien le politique, les conflits et les enjeux de pouvoir. En premier lieu, elle les relativise (en posant nettement une certaine désintermédiation politique, un certain désenchantement du politique) mais elle en reconnaît pleinement l'importance. En second lieu, elle ajoute que le politique est en train de se transfigurer et que ce qui en reste de fondamental est diffusé sur de nouveaux territoires. C'est à partir de ces postulats que l'on arrive à suggérer une approche plus éclectique de la gouvernance démocratique, approche qui ne souffre plus du même réductionnisme au politico-étatique *stricto sensu*» (p. 219). Les commentateurs de Gilles Paquet ne disent pas autre chose lorsqu'ils exposent leurs objets de recherche à la notion de gouvernance : Pierre Hamel et les mouvements sociaux urbains, Claudette

³ Morgan, G., 1989. *Images de l'organisation*. Presses de l'Université Laval, Québec.



COMPTES RENDUS D'OUVRAGES

Chaire de Recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie
<http://www.chaire-mcd.ca/>

Lafaye et les politiques d'urbanisme dans un arrondissement parisien, Jacques Palard et la politique régionale de l'Union européenne. Par contre, et c'est là le point de divergence évident, tous en appellent à une utilisation raisonnée de la notion, en réhabilitant dans l'analyse, plus que ne le fait Gilles Paquet, l'autorité, la domination, la légitimité, l'identité, la culture... Dans l'analyse du Politique, on ne saurait en effet confondre l'État et les attributs qu'il a longtemps monopolisés, sous peine de tomber dans une approche désincarnée, apolitique et asociologique de la gouvernance. A ce titre, cet ouvrage, en opposant deux approches de la gouvernance, permet d'identifier clairement les éléments de controverses et de se situer dans le débat actuel. Il a donc une utilité évidente tant la notion de gouvernance a généré une bulle spéculative dans laquelle on a souvent du mal à se retrouver.

NOTE IMPORTANTE

Si vous désirez citer ce document, nous vous prions de bien vouloir utiliser la référence complète dans le format suivant :

Jouve, Bernard. Novembre 2002. «Linda Cardinal et Caroline Andrew (sous la dir.), *La démocratie locale à l'épreuve de la gouvernance*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, Collection Gouvernance, 2001, 237 p. ». *Compte rendu d'ouvrage, Chaire MCD*. En ligne. <http://www.chaire-mcd.ca/pdf/comptesrendus/jouve_2002_cardinal.pdf>.

Les idées exprimées dans ce document n'engagent que l'auteur. Elles ne traduisent en aucune manière une position officielle de la Chaire de recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie.